

Garder l'initiative, malgré tout

Cette rentrée universitaire voit converger toute une série d'échéances pour notre Université qui, parce que décisives, doivent nous conduire à persévérer dans une démarche collective de maîtrise de notre avenir commun. Nous entendons, par ce texte, ré-affirmer cette volonté encore et toujours indispensable pour sauvegarder et développer ce que nous considérons comme une richesse de notre université, et de son histoire parfois malmenée. Richesse qui ne peut trouver à s'exprimer qu'à travers une capacité d'initiatives face à l'avalanche de contraintes qui nous viennent tout droit de l'autorité de tutelle et suscitent à ce titre des relais au sein même de notre université.

Résister au rouleau compresseur de la marchandisation

Garder l'initiative au sein de Paris 8, c'est déjà comprendre - pour y résister - l'accélération manifeste du processus de marchandisation de l'enseignement supérieur générée par la politique gouvernementale actuelle. Et cette marchandisation signifie exacerbation de la concurrence évidemment inégalitaire entre les universités avec à la clef une catégorisation discriminante entre celles-ci.

Les outils de cette politique sont multiples :

- un « pilotage » en interne de plus en plus resserré et de moins en moins collégial, et donc putativement autoritaire, à travers la nouvelle Loi sur les universités,
- l'imposition systématique de nouvelles procédures dans la façon de bâtir des projets et de les valider (autonomie de gestion accentuée, nouvelles évaluations et évaluateurs, absence de transparence quant aux critères qui serviront à ces évaluations, etc),
- l'interdiction de créer des emplois statutaires, l'obligation de n'assumer de nouveaux besoins que sur la base du redéploiement, du recours à des financements ou à des contrats privés, sur fond de remise en cause de l'idée même de fonction publique
- la disparition quasi systématique de la référence à des missions de service public tant du point de vue des formations, de la recherche, que du lien entre les deux, et ce au profit d'une culture du résultat appuyée sur des indicateurs frauduleusement affublés du label de « qualitatif », réduisant à néant l'autonomie – justement – des équipes pédagogiques ou de recherche
- le maintien de la pénurie budgétaire du point de vue des crédits publics, exacerbant des logiques concurrentielles entre établissements ;
- un pilotage en externe fondé sur une adaptation au plus près du marché en terme d'investissement ou d'emploi,
- la culture de l'urgence réduisant le pouvoir de se projeter dans le temps et donc de construire des démarches critiques,
- etc

La procéduralisation à outrance de tout ce que l'université doit construire comme projet(s) dans des délais déraisonnables recouvre en réalité un objectif majeur : provoquer une certaine panique et favoriser le « sauve qui peut », des logiques de survie individuelle ou de chaque unité ou formation contre les autres, déstabiliser tout ce qui peut relever d'une pensée collective, concentrer les lieux décisionnels de fait sur quelques individus rapidement dotés du statut d'experts.

Cet univers fortement contraignant ne pèse évidemment pas que sur Paris 8 mais sur toutes les universités françaises, même si chacun sait que toutes n'ont pas les mêmes atouts ou les mêmes faiblesses dans un tel contexte.

Il n'y a toutefois pas, à notre sens, de fatalité mais bien au contraire obligation de faire exister d'autres points de vue, d'autres façons de voir et imposer ainsi une autre façon de faire. C'est aussi affaire de convictions. En ce sens, dégager un espace d'initiatives pour Paris 8, c'est aussi modifier ce que sont les rapports de force actuels au-delà de P8, ce qui nous interdit donc de nous recroqueviller sur nous-mêmes.

Dégager un espace d'initiatives pour et dans Paris 8, c'est d'abord ne pas renoncer à faire prévaloir notre approche, notre projet, nos priorités et nos choix, dans le cadre de négociations que nous savons d'emblée âpres avec le ministère. Ceci suppose de les formuler et de les porter.

Autrement, obstinément

Il n'y a pas d'impossibilité absolue dès lors qu'il y a engagement collectif que nous savons, au quotidien, difficile. Il y a deux ans, déjà, à l'occasion du renouvellement des conseils, cette volonté de ne pas sombrer a pu et a su s'affirmer. Le résultat des élections a permis de lever un certain nombre de difficultés et créer un climat incontestablement plus favorable. Les conseils centraux sont redevenus des lieux d'échange et de débats, où l'expression des différences n'a pas empêché la recherche d'un fonctionnement plus collectif. Si des progrès incontestables restent à faire, des comptes-rendus réguliers, parfois pluriels, existent. Ce n'est pas la guerre des tranchées qui a prévalu, mais la recherche d'un fonctionnement plus collégial et plus transparent.

Pour preuve,

- les décisions des conseils pendant le mouvement anti-Cpe ont cherché à favoriser le débat, à affirmer une solidarité avec le mouvement engagé, à exprimer le refus de la fermeture de l'université et leur désaccord avec celle-ci une fois décidée de façon infondée par l'ancien président ;
- l'engagement, les prises de position et les initiatives à l'égard des Sans- papiers ont exprimé la solidarité avec des personnes souffrant des situations humainement insupportables, et, malgré l'issue malheureuse, la gestion du conflit est restée dans une configuration honorable ;
- le soutien apporté aux Etats-Généraux et la qualité du travail auquel l'organisation de ceux-ci a donné lieu ont déjà permis un premier bilan collectif des difficultés rencontrées sur l'université et doit nous aider à prendre en compte une série d'exigences dans le cadre des échéances à venir
- l'élection du nouveau président a permis qu'existent des initiatives d'échange, de débat et de confrontation sur des sujets d'importance pour l'avenir de l'université (réunion générale sur le Pres, assemblée ouverte des trois conseils sur le projet de Loi sur les universités)

Ces éléments incontestablement positifs, en rupture avec la gestion passée de ces dix dernières années, ne suffisent pas. Des problèmes de fonctionnement demeurent, des situations conflictuelles perdurent, la logique de la gestion continue à l'emporter parfois dans la mesure où le rythme de décision des instances n'est pas toujours en cohérence avec ce que peut exiger le temps d'une appropriation collective par l'ensemble de la communauté universitaire, d'autant que le nouveau cadre législatif va accentuer les pressions managériales auxquelles il est parfois difficile de résister.

Reprendre l'initiative

Reprendre l'initiative, c'est, du point de vue de la recherche, être capable d'affirmer que notre projet scientifique ne s'inscrit pas dans une logique d'instrumentalisation de la recherche, qu'il peut se nourrir d'un rapport à la professionnalisation qui ne s'oppose pas à des ambitions et des postures de recherche fondamentale, qu'il y a des champs nouveaux à explorer en rapport aussi avec ce que sont les évolutions actuelles de la société dans le cadre d'une démarche critique. Il nous revient de nous saisir de l'échéance du renouvellement des équipes pour aider à l'émergence d'un projet commun cohérent dans sa diversité, convergent à certains égards dans le respect de la pérennité et de l'autonomie scientifique des équipes de recherche, condition indispensable à la qualité de leur travaux et programmes de recherche

Reprendre l'initiative, c'est, du point de vue de nos formations et de nos diplômes, répondre à la fois à une volonté de démocratisation de l'enseignement supérieur, et à un approfondissement des champs de la connaissance, exigences qui ne peuvent être pilotées par la seule sanction d'un marché du travail socialement très discriminant comme nous y incitent pourtant les indicateurs ministériels.

Cela suppose que la construction de nos formations ne soit pas fondée sur une logique purement utilitariste, mais assure tout à la fois un ancrage disciplinaire qu'il faut asseoir dès les premiers cycles, et la possibilité de démarche pluridisciplinaires indispensables autorisant des mutualisations fécondes sur le plan scientifique et non sur le seul plan d'une économie de moyens. D'où l'importance du lien recherche-formation.

Cela suppose aussi de prendre à bras le corps la question de la réussite des étudiants, qui devrait s'appuyer sur le développement d'une aide sociale autrement plus sérieuse que celle existante, mais qui doit aussi nous inciter au développement d'initiatives en terme d'aide aux études, d'accompagnement pédagogiques.

Cela suppose de ne concevoir la professionnalisation ni comme une façon d'organiser de façon autoritaire la sortie du système éducatif ni comme un assujettissement à des demandes infondées du marché du travail mais comme moyen et nécessité d'anticiper sur des besoins et des pratiques de connaissance renouvelés.

Cela suppose que la mise en cohérence nécessaire entre le M1 et le M2 ne se fasse pas au détriment du niveau de formation diplômant qu'est le B+4, ce à quoi conduirait la généralisation de la sélection en M1 dans les formations s'inscrivant dans la continuité du L3

Reprendre l'initiative, c'est redonner plus de cohérence à une université que nous ne pouvons concevoir comme une addition de facultés, cohérence entre toutes les composantes de l'université notamment dans une meilleure articulation entre les services. L'effort engagé en ce qui concerne la remise à niveau des locaux doit se poursuivre.

Reprendre l'initiative, c'est aller à contre-courant de la Loi récemment adoptée concernant le mode d'organisation de l'université. C'est garantir l'existence et la reconnaissance des trois conseils centraux, une représentation démocratique en leur sein, c'est favoriser les consultations, les échanges, les débats à l'échelle de l'ensemble de l'université, c'est faire exister des lieux de contre-pouvoirs limitant autant que faire se peut les logiques de présidentialisation managériales, c'est faire preuve de la plus extrême vigilance quant à la multiplication des modes de recrutement de titulaires et non-titulaires tant BIATOS qu'enseignants chercheurs ou chercheurs, c'est s'engager à promouvoir la collégialité dans les modes de recrutement des enseignants chercheurs et à laisser la plus grande place au principe électif, dans un esprit de haute qualité scientifique au service des formations et de la recherche universitaire.

Les exigences démocratiques doivent rester au cœur de nos préoccupations.

Reprendre l'initiative, c'est passer à une nouvelle étape des Etats Généraux, s'appuyer sur ses premiers résultats pour engager une démarche prospective en vue de (re) trouver les moyens de répondre aux multiples exigences que sont celles d'un service public d'éducation et de recherche.